



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Journée nationale de la Résistance

Question écrite n° 47695

Texte de la question

M. Francis Galizi attire l'attention de M. le ministre délégué aux anciens combattants et victimes de guerre sur la demande, présentée par des associations d'anciens combattants, en faveur de l'instauration d'une journée nationale de la Résistance. Il s'agirait d'une journée nationale de souvenir, et non d'un jour férié. Elle serait fixée au 27 mai, jour anniversaire de la création du Conseil national de la Résistance. Il lui demande donc de bien vouloir prendre en considération cette proposition.

Texte de la réponse

Le combat pour la mémoire constitue pour le ministre délégué aux anciens combattants et victimes de guerre une nécessité et une priorité absolue. Les anciens combattants, les résistants, doivent être le socle sur lequel s'appuie notre conscience nationale car leur combat a été mené pour la défense de l'indépendance de la patrie, inséparable des valeurs qui sont celles des libertés et des droits de l'homme. Toutefois, pour ce qui concerne le vœu de voir le 27 mai être célébré comme « journée nationale de la Résistance », la réalisation pratique de ce souhait se heurte à une difficulté importante, celle d'ajouter une nouvelle commémoration officielle, surtout à une date de l'année proche de la célébration d'autres événements ou fêtes légales. Le ministre observe, à cet égard, que le dernier dimanche d'avril, journée du souvenir de la déportation et le 8 Mai, journée de la commémoration de la capitulation sans conditions de l'Allemagne nazie évoquent ces moments tragiques puis glorieux de notre histoire. Le 8 Mai est aussi la journée de tous ceux qui ont permis, par leur engagement au grand jour comme les Français libres ou dans le combat de l'ombre comme les résistants à l'intérieur de la France occupée, à la patrie de retrouver sa liberté et son indépendance. Tous, groupes derrière le général de Gaulle, ont prouvé que la Résistance française ne s'est pas éteinte. C'est le sens du 18 juin. La ferveur qui doit être celle du peuple français, en hommage aux morts, et en souvenir de la fierté retrouvée, peut difficilement s'accommoder avec la multiplication éventuelle de ces journées de commémoration. C'est à juste titre que les correspondants de l'honorable parlementaire soulignent la nécessité de transmettre à la jeunesse et à l'ensemble des générations futures les leçons humaines, historiques et patriotiques qui peuvent être tirées de la Résistance. C'est tout le sens de la politique de mémoire que le ministre mène à la tête de son département ministériel. Il rappelle notamment à cet égard que les ministères de l'éducation nationale et des anciens combattants et victimes de guerre organisent chaque année avec l'appui des enseignants et des associations de combattants le concours national de la Résistance et de la déportation qui rencontre dans le monde scolaire un succès toujours croissant. C'est dans le même esprit qu'il encourage dans les collèges les programmes d'action éducative consacrés à la Résistance ainsi que les voyages d'étude sur les hauts lieux de la Seconde Guerre mondiale. Il se félicite de ce que les anciens résistants et déportés participent nombreux et de façon régulière, lorsqu'ils le peuvent ou qu'ils sont sollicités, à toutes les actions de mémoire. Il est en effet juste et indispensable que soient à l'honneur ceux qui furent à la peine, ceux dont le témoignage est le plus parfait démenti à tous les négateurs de ces pages glorieuses de notre histoire. Le ministre ajoute, enfin, qu'en accord avec le chef de l'État un Haut Conseil de la mémoire combattante a été créé récemment (décret n° 97-11 du 9 janvier 1997, publié au Journal officiel du 11 janvier 1997). Cette instance, placée auprès du Président de la République, sera une autorité morale composée

de personnalites indiscutables par leurs qualites au regard de la memoire historique et l'interet qu'elles portent a la conservation et a la revalorisation de celle-ci. Cette autorite morale ne saurait revetir un caractere administratif, associatif ou politique mais sera amenee a presenter au President de la Republique toutes suggestions sur ces questions qui engagent si profondement la nation.

Données clés

Auteur : [M. Galizi Francis](#)

Circonscription : - UDF

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 47695

Rubrique : Ceremonies publiques et commemorations

Ministère interrogé : anciens combattants et victimes de guerre

Ministère attributaire : anciens combattants et victimes de guerre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 janvier 1997, page 324

Réponse publiée le : 3 mars 1997, page 1065